



Semaines à venir décisives pour les négociations sur l'accord-cadre

Vendredi passé, le Conseil fédéral a décidé de poursuivre les négociations sur l'accord institutionnel avec l'UE. Les prochaines semaines montreront si elles pourront être bouclées cette année encore ou s'il faudra plus de temps. Au vu des progrès déjà accomplis, le gouvernement va continuer les négociations dans les autres dossiers et notamment pour la reconduction de l'équivalence boursière. Le Conseil fédéral a par ailleurs aussi décidé de transmettre au Parlement le projet d'un nouveau «milliard de cohésion» pour l'UE. Les milieux économiques soutiennent ces décisions.

Tout le monde est d'accord sur le fait que la protection des salaires en Suisse doit être maintenue, ce que les mesures d'accompagnement ont permis d'accomplir jusqu'ici. Cependant, elles sont aussi contestées et aucune solution n'a pour l'heure été trouvée ni sur le plan national, ni dans les négociations avec l'UE.

Rompre les négociations sur un accord-cadre n'est dans l'intérêt ni de la Suisse ni de l'UE

À raison, les réflexions écartent l'idée de rompre les négociations. Les enjeux sont trop grands, pour les deux parties. Sans réglementation claire des questions institutionnelles, les entreprises suisses perdront lentement mais sûrement l'accès privilégié au marché intérieur européen – et ainsi à leur principal marché d'exportation. Notre pays est à l'inverse lui aussi important pour l'UE. La Suisse est en effet son troisième partenaire commercial. Les deux parties ont donc tout

intérêt à maintenir de bonnes relations commerciales.

Les milieux économiques continuent de soutenir l'accord-cadre, mais pas à tout prix

Les entreprises suisses soutiennent un bon accord-cadre. Celui-ci permettra de garantir l'accès actuel au marché et de consolider la voie bilatérale. Il s'agit également d'améliorer la sécurité juridique, facteur clé pour la place économique. La qualité de l'accord prime cependant sur la date d'aboutissement des négociations.

Participation à l'effort de cohésion: les milieux économiques saluent l'accent mis sur la formation professionnelle et la migration

La décision du Conseil fédéral de soumettre au Parlement une demande en vue d'un nouveau «milliard de cohésion» s'inscrit dans cette même logique. Que ces moyens visent désormais aussi la formation professionnelle et la migration est salué par les milieux économiques. La Suisse prouve ainsi qu'elle veut maintenir son soutien aux pays d'Europe de l'Est ainsi qu'aux efforts en matière d'asile dans les pays du sud de l'UE. La décision finale quant à ces moyens devra s'inscrire dans le cadre d'une évaluation globale des relations bilatérales et des négociations en cours dans tous les dossiers.